



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarantième session

Rome, 3-8 juillet 2017

Conférence McDougall

Discours en l'honneur de Frank L. McDougall

Prononcé par

Achim Steiner, Administrateur du PNUD

L'économie agricole de demain:

La possibilité de transformer notre monde

Je suis honoré de prononcer le discours en hommage à Frank McDougall cette année. Je me sens des affinités particulières avec M. McDougall qui, tout comme moi, a passé une partie de sa vie dans une ferme. Il préconisait de s'appuyer sur la science et sur l'analyse pour éclairer les décisions politiques. Et il était profondément convaincu que des politiques bien conçues pouvaient contribuer à améliorer la production et la distribution d'aliments. C'est lui qui a inspiré la conférence convoquée par le Président Roosevelt au début de l'année 1943, conférence qui a jeté les bases de la future FAO, créée après la Deuxième Guerre mondiale. Je suis également honoré de prononcer ce discours compte tenu de la stature et de l'érudition des nombreux intervenants qui m'ont précédé, à commencer par le Président Lula, il y a deux ans. Je citerai, en outre, les deux Secrétaires généraux de l'ONU, Kofi Annan (en 2011) et Boutros Boutros-Ghali (en 1999), ainsi qu'Indira Gandhi et le «père» de la révolution verte, Norman Borlaug. J'ai également été précédé, en 2013, par le prix Nobel d'économie, Amartya Sen, qui est sans doute celui qui a eu la plus grande influence sur l'élaboration de la théorie du développement humain du PNUD et sur sa mise en pratique – je reviendrai sur le discours de M. Sen ultérieurement. Pour l'heure, je vais tenter de tisser des liens entre mon intervention, les enseignements d'Amartya et l'héritage de Frank Mc à l'aide des fils qui nous ont permis, dans un passé proche et récent, de comprendre – et de combattre – la faim et la pauvreté avec une énergie et des idées nouvelles. Voici ce que je vais m'efforcer de faire, une fois encore, aujourd'hui.

De prime abord, l'agriculture n'est pas au cœur des préoccupations mondiales actuelles ayant trait au développement et à la durabilité. Quel rôle peut donc jouer le secteur agricole, lui qui représente moins de 4 pour cent du PIB mondialⁱ?

Pourtant, je peux vous assurer que l'agriculture représente bien plus que ne le laisse supposer sa part du PIB – tout d'abord, parce que nous dépendons tous des disponibilités alimentaires et de l'accès à la nourriture; ensuite, parce que ce secteur emploie un tiers de la main-d'œuvre mondialeⁱⁱ. Qui plus est, c'est dans les exploitations agricoles, petites et grandes, du monde entier qu'interagissent les personnes, la planète, la prospérité et la paix d'une manière qui peut soit nous mener vers le développement durable, soit rendre l'accomplissement de notre tâche quasiment impossible.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mt939

La première révolution agricole, qui remonte à plus de 10 000 ans, a permis l'émergence de la civilisation. Alors qu'ils s'employaient à domestiquer les plantes et les animaux, les hommes ont créé des habitats sédentaires et ont commencé à accumuler des excédents, qui ont permis le progrès. L'accroissement de la production alimentaire a très certainement été le premier facteur de motivation pour les agriculteurs pendant des millénaires et est considérée, par certains, comme la réponse à apporter pour pouvoir nourrir une population mondiale de plus en plus nombreuse. Vu sous cet angle, nous ne pouvons qu'attendre de l'agriculture qu'elle continue de produire toujours davantage.

Toutefois, je pense que le défi à relever est plus complexe qu'il n'y paraît. La population mondiale devrait atteindre près de 10 milliards d'habitants d'ici à 2050, dont les deux tiers vivront en milieu urbain. Ce phénomène va faire évoluer et va stimuler la demande agricole et, selon certaines estimations, il faudra combler un déficit vivrier de 70 pour cent d'ici là. Alors que les revenus continueront d'augmenter et que l'urbanisation se poursuivra dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, on assistera à une modification des régimes alimentaires, qui feront une plus large place à la viande, aux fruits et aux légumes, au détriment des céréales, ce qui devrait avoir des répercussions sur la production et accroître encore la pression exercée sur les ressources naturelles. Compte tenu de la complexité du problème, il faudra trouver des solutions pour promouvoir le développement durable en s'appuyant sur la transformation de l'activité agricoleⁱⁱⁱ.

L'économie agricole qui nous vient du XX^e siècle

Lorsqu'un agriculteur ou une agricultrice, dans n'importe quelle région du monde, prend des décisions, il/elle peut avoir l'impression que celles-ci dépendent de sa volonté ou sont maîtrisées. En fait, ces décisions sont influencées – voire déterminées – par de nombreux facteurs sur lesquels il ou elle n'a pas de prise. Il ne fait aucun doute que cet agriculteur a à cœur d'assurer la subsistance de ceux qui sont tributaires des terres, qu'il s'agisse d'un petit fermier ou de celui qui travaille sur une grande exploitation agricole. Mais les pratiques du passé, les incitations actuelles et les cadres réglementaires, dont certains ont une portée mondiale, encouragent des comportements qui nous mettent face au grand défi suivant: comment nourrir davantage de personnes et éliminer la faim alors que les pratiques agricoles appauvrissent les ressources naturelles sur lesquelles repose l'avenir même de l'agriculture.

L'agriculture a connu, au siècle dernier, une transformation qui a abouti à une augmentation de la production et de la distribution de produits alimentaires et d'autres produits agricoles destinés à une population en croissance rapide, disposant de revenus de plus en plus élevés et dont les goûts alimentaires se sont diversifiés. La recherche agronomique, tant publique que privée, est devenue une activité de grande envergure, qui a eu pour effet d'accroître l'efficacité de la production, de renforcer la mécanisation et d'améliorer la résistance face aux ravageurs et aux stress environnementaux. Des liens sociaux et économiques complexes se sont développés, en aval comme en amont – en amont avec les industries liées aux semences, aux engrais, à l'irrigation et à la mécanisation; et en aval avec les secteurs de la distribution alimentaire, de l'emballage, des chaînes du froid, de la vente au détail, de la restauration (nourriture et boissons) et du tourisme. Nombre de ces branches d'activité ont une portée mondiale, l'approvisionnement en produits agricoles et la distribution de ces produits se faisant d'un pays ou d'un continent à l'autre. Les porte-conteneurs, les camions, les trains et les avions transportent à travers le monde suffisamment de maïs, de blé, de riz et de soja (première source de protéines chez les animaux d'élevage) pour nourrir 40 pour cent de la population actuelle^{iv}. Des systèmes réglementaires complexes ont été mis en place, notamment pour garantir la sécurité sanitaire des aliments. Telle est l'économie agricole dans laquelle évoluent les exploitants et où les incitations économiques et le cadre réglementaire, d'une manière générale, encouragent inexorablement une production toujours plus importante.

Selon moi, les pratiques dominantes qui sont apparues au cours du XX^e siècle devront évoluer dans au moins trois directions. Il faudra s'employer à améliorer la durabilité, à éliminer la faim et à consolider la paix et la stabilité. Je mettrai en évidence les liens existant entre les facteurs économiques, environnementaux et sociaux et conclurai en proposant des voies à suivre pour transformer l'agriculture.

Transformer l'agriculture pour se tourner vers la durabilité

Les animaux et les plantes sur lesquels repose la production agricole ont besoin de terres et d'eau et sont à la merci des conditions météorologiques. Grâce à l'ingéniosité des hommes, l'agriculture a évolué de façon à permettre une exploitation plus efficace de ces ressources et une réduction de la vulnérabilité de la production face aux aléas climatiques. Même si les avancées technologiques et l'innovation continueront de soutenir le progrès, nous nous trouvons face à un défi plus fondamental: l'économie agricole conduit à faire des choix qui mettent en péril à terme les ressources naturelles dont est justement tributaire la production agricole.

Les investissements dans l'agriculture et les innovations technologiques ont stimulé la productivité agricole, et le secteur a encore une marge de progression, à la fois si on repousse les limites de la productivité et si on aide les agriculteurs à améliorer leurs rendements. Toutefois, l'accélération nécessaire de la croissance de la productivité est freinée par la dégradation des ressources naturelles et l'appauvrissement de la biodiversité. Le risque ne tient pas uniquement au fait que nous exploitons les ressources naturelles dans des conditions susceptibles de compromettre l'avenir de la production agricole. Nous pourrions bien ne pas être en mesure de préserver l'infrastructure écologique sur laquelle reposent nos économies et nos sociétés.

L'agriculture capte aujourd'hui 70 pour cent de l'eau douce consommée dans le monde^v, alors même qu'un tiers de la population mondiale subit un stress hydrique^{vi}, ce pourcentage devant passer, selon les prévisions, à deux tiers de la population mondiale d'ici à 2025^{vii}. Les trois quarts de la diversité génétique des espèces cultivées ont disparu au cours du siècle dernier, et seulement 15 plantes et huit espèces animales assurent 90 pour cent de nos apports énergétiques et protéiques^{viii}. L'agriculture continue d'accaparer davantage de ressources foncières, y compris des terres forestières, alors qu'un quart des terres agricoles actuelles sont déjà fortement dégradées^{ix}. On a perdu un tiers des terres arables du monde à cause de l'érosion ou de la pollution au cours des 40 dernières années^x.

Il existe une autre dynamique vouée à l'échec: la relation entre agriculture et changement climatique, thème qui a fait très justement l'objet du dernier rapport de la FAO sur «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture» (SOFA). Plus d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre sont imputables à l'agriculture, notamment sous l'effet des changements touchant l'utilisation des terres et de la déforestation. Si les régions se trouvant sous les latitudes les plus élevées connaîtront peut-être une augmentation sensible des rendements à court terme, les effets irrésistibles du changement climatique sur la production agricole – en particulier dans les régions où la production locale est déjà mise à rude épreuve et à long terme – seront négatifs. Le changement climatique touche de façon disproportionnée les régions en situation d'insécurité alimentaire, mettant en péril leurs cultures et leur production animale, mais aussi leurs stocks de poissons et leurs pêcheries. Or, les sols étant l'un des principaux lieux de dépôt et de stockage du carbone, l'érosion des sols et les changements touchant l'utilisation des terres en lien avec l'agriculture pourraient bien compromettre davantage les efforts visant à réduire les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère^{xi}.

Cependant, les défis à relever en matière de durabilité ne concernent pas uniquement l'exploitation des ressources naturelles et le changement climatique. Ainsi, aux États-Unis, 80 pour cent des antibiotiques sont consommés par le secteur agricole^{xii}. Aujourd'hui, plusieurs risques sanitaires graves d'envergure mondiale ont un lien avec la transmission d'agents infectieux des animaux aux humains ou avec la résistance aux antimicrobiens. Il a été reconnu que ces risques non seulement constituaient une menace grave pour la santé et les conditions de vie des hommes, mais aussi faisaient potentiellement peser un grand danger sur l'économie. L'utilisation à grande échelle, souvent non réglementée, d'antibiotiques en agriculture ne fait qu'aggraver ces menaces^{xiii}.

Transformer l'agriculture pour éliminer la faim et réduire la pauvreté

Malgré tous les progrès accomplis par ce secteur au cours du XX^e siècle, l'agriculture et l'économie agricole du XXI^e siècle ne sont pas parvenues à éliminer la faim. Bien que la prévalence de

la sous-alimentation ait été ramenée de 19 pour cent en 1990 à 11 pour cent aujourd'hui, près de 800 millions de personnes sont encore sous-alimentées^{xiv}.

Là encore, nous sommes face à une situation dans laquelle l'économie agricole incite parfois les agriculteurs à produire davantage alors que l'enjeu se situe ailleurs. En effet, le problème vient du fait que la production locale ne se fait pas là où elle devrait se faire pour que l'on puisse nourrir les personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim, et l'économie agricole mondialisée ne permet pas à tous les individus d'avoir accès à la nourriture en tout lieu et à tout moment. Ainsi que l'a soutenu avec force Amartya Sen dans le discours qu'il a prononcé devant la Conférence McDougall (en 2013), si la faim est encore tant présente à travers le monde, cela tient avant tout au fait que la «production alimentaire» ne prend pas en considération les multiples problèmes qui empêchent les individus de se procurer les apports énergétiques et les nutriments dont ils ont besoin. Selon l'analyse de M. Sen, au bout du compte, le manque d'accès à la nourriture peut s'expliquer par ce qu'il nomme une perte «des droits à prestation», soit parce que les prix des produits alimentaires sont trop élevés, soit parce que les revenus sont trop faibles, soit une combinaison de ces deux facteurs. L'analyse d'Amartya Sen met clairement en évidence – même si elle ne constitue pas un diagnostic complet ni exhaustif de la situation – qu'un grand nombre de problèmes restant à résoudre pour que l'on puisse éliminer la faim ne concernent pas uniquement le secteur agricole et relèvent davantage de l'économie agricole.

Ironie du sort: un grand nombre de personnes qui souffrent de la faim ou qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire travaillent elles-mêmes dans le secteur agricole, qu'il s'agisse de culture ou d'élevage. Dans de nombreux pays africains, où la prévalence de la faim est particulièrement élevée, jusqu'à 80 pour cent des personnes pauvres sont tributaires de l'agriculture pour leur subsistance^{xv}. Dans bien des cas, on se trouve confronté à un double défi.

Le premier tient au fait que la productivité agricole est généralement très médiocre, les rendements stagnants depuis de nombreuses années, ce qui fait que les personnes concernées se retrouvent prises au piège dans une activité agricole familiale générant une faible valeur ajoutée. Il faut ici soutenir l'agriculture pour qu'elle puisse connaître une transformation semblable à celle qui s'est produite dans la plupart des régions d'Asie du Sud et de l'Est. Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, la croissance soutenue de la productivité agricole a été l'élément moteur qui a permis de réduire l'extrême pauvreté de masse et de générer du revenu autorisant le développement d'activités rurales non agricoles pour, en fin de compte, rendre possibles les changements structurels nécessaires à la production manufacturière et à la fourniture de services à valeur ajoutée plus élevée. Bien évidemment, si les progrès technologiques et l'innovation ont un rôle à jouer, il ne faudra pas se contenter ici de reproduire ces «révolutions vertes». Il faudra transformer l'agriculture de telle sorte que les problèmes graves que rencontrent aujourd'hui les pays asiatiques en matière de durabilité ne se reproduisent pas ailleurs.

Le second défi a trait à la croissance démographique rapide dans des régions soumises à un stress environnemental important, comme le Sahel ou la corne de l'Afrique, et à l'existence concomitante de risques naturels ou de conflits, qui sont à l'origine de crises graves et récurrentes touchant la sécurité alimentaire. En 2016, plus de 100 millions de personnes à travers le monde ont connu une situation d'insécurité alimentaire d'un niveau critique, soit 35 pour cent de plus qu'en 2015. Les zones destinées à la culture de céréales, par exemple dans certaines parties du Sahel, se sont étendues car les gains en matière de productivité agricole n'ont pas suivi le rythme de la croissance démographique. On a ainsi rogné sur les pâturages traditionnels, ce qui a eu des répercussions préjudiciables sur la qualité des terres et a suscité des tensions sur les plans social et politique. L'instabilité accrue des conditions météorologiques et la multiplication des chocs environnementaux sont également à l'origine de crises alimentaires graves, ainsi qu'on a pu le voir l'an dernier avec le phénomène El Niño en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Par ailleurs, les conflits ont été, et demeurent, une cause majeure d'insécurité alimentaire dans de nombreuses régions du monde. Il apparaît nécessaire d'améliorer la gestion des chocs transitoires qui touchent la production alimentaire. L'accès insuffisant à la nourriture est un phénomène récurrent à mettre en relation avec la réduction du pouvoir d'achat, laquelle résulte soit d'une baisse des revenus, soit d'une hausse des prix des produits alimentaires, soit encore d'une combinaison des deux. Souvent, ces deux phénomènes surviennent

simultanément et s'alimentent l'un l'autre, ce qui nous renvoie à la notion de «perte des droits à prestation» évoquée par M. Sen^{xvi}.

Pour remédier à l'insuffisance chronique d'accès à la nourriture, nous devons élaborer des solutions de gestion des risques susceptibles de protéger les agriculteurs contre les aléas de la production (par exemple, des assurances intempéries), ainsi que des mécanismes de protection sociale (espèces contre travail, nourriture contre travail, etc.) ou d'autres mécanismes de transfert de fonds. Il faut redoubler d'efforts pour développer et élargir la protection sociale. Les revenus découlant des aides sociales peuvent jouer un rôle déterminant parce qu'ils contribuent non seulement à préserver les «droits à prestation» mais aussi, de façon plus générale, à améliorer les conditions de vie des personnes pauvres et leur résilience face aux chocs.

Transformer l'agriculture pour promouvoir la paix et la stabilité

L'instabilité sociale et politique, qui peut aboutir à des conflits violents, est la résultante d'interactions complexes entre les individus, les écosystèmes et divers facteurs politiques et économiques. Les chocs environnementaux et/ou d'autres facteurs entraînant une forte hausse des prix des produits alimentaires ou une baisse des revenus sont source d'instabilité politique et sociale. Ces tensions sont encore exacerbées en cas de concurrence pour l'accès à l'eau ou aux terres, notamment lorsque le secteur agricole revendique l'exploitation de ces ressources, en particulier dans les zones soumises à un fort stress environnemental.

Si cette question prête à controverse, des données semblent toutefois indiquer qu'il existerait au moins un lien de cause à effet entre des conditions météorologiques anormales (pour ce qui est, par exemple, des précipitations mais surtout des températures) et une augmentation du risque de flambée de violence, en particulier lorsque ces chocs environnementaux ont lieu dans un contexte de marginalisation économique et d'inégalités horizontales^{xvii}. Ainsi, des travaux de recherche ont montré que si seulement 9 pour cent des conflits armés qui ont éclaté entre 1980 et 2010 avaient coïncidé avec des catastrophes naturelles liées à des vagues de sécheresse ou de chaleur, ce chiffre passait à 23 pour cent – soit près d'un quart – dans un contexte de rivalités ethniques^{xviii}.

Il a été démontré que les liens entre conflits, chocs environnementaux, marginalisation politique et conditions de vie étaient fortement corrélés aux pratiques agricoles. Une étude récente a révélé que les épisodes de sécheresse tendaient à augmenter considérablement le risque d'éclatement de conflit violent chez les groupes à faible revenu victimes de marginalisation sur le plan ethnique et/ou politique qui vivaient de l'agriculture^{xix}. Une autre étude a mis en évidence les effets du pire épisode de sécheresse survenu dans la région du Croissant fertile (qui a débuté en 2005) sur les événements qui se sont produits en Syrie juste avant les soulèvements de 2011. Il ressort de cette étude que tant la sécheresse que les tendances durables concernant le réchauffement, la perte d'humidité des sols et la baisse des précipitations seraient liées au changement climatique. En 2008, au cours de l'hiver le plus sec jamais enregistré en Syrie, la production de blé a chuté et la quasi-totalité du bétail a péri. Cela a entraîné le déplacement interne de 1,5 million de personnes, qui ont convergé – en même temps que de nombreux réfugiés irakiens – vers la périphérie des zones urbaines. Face à cette surpopulation et au manque de services de base, dans un contexte de chômage généralisé, ces zones sont devenues le théâtre d'agitations civiles, qui se sont intensifiées à partir de mars 2011. Il ne s'agit pas ici d'établir un lien de causalité entre la sécheresse et le conflit syrien, mais de montrer de quelle façon des événements et des dynamiques en lien avec la gestion de l'activité agricole peuvent alimenter les conflits violents ou l'instabilité politique^{xx}.

Compte tenu des interactions en jeu entre les facteurs de stress environnemental, les conflits, les déplacements et la concurrence pour des ressources naturelles insuffisantes, il faudra renforcer la collaboration afin de répondre aux besoins humanitaires immédiats à grande échelle au moyen d'interventions visant à favoriser le relèvement et la capacité de résistance à long terme des populations vulnérables. Ainsi, en Somalie, l'aide alimentaire nécessaire pour couvrir les besoins en matière de sécurité alimentaire de la population s'élève à plusieurs centaines de millions de dollars, alors que la remise en service des principaux systèmes d'irrigation du pays, qui permettrait

d'améliorer la productivité agricole, serait une opération bien moins coûteuse. L'aide humanitaire fournie actuellement pour assurer la sécurité alimentaire de la population somalienne deviendrait à terme inutile si nous étions capables, à un moment donné, de briser le cercle vicieux créé par les besoins et d'investir dans la réparation des cinq grands systèmes d'irrigation du pays. La difficulté tient au fait qu'il faut continuer de fournir une aide vitale en temps de crise tout en réalisant des investissements structurels dans le domaine du développement afin d'éviter la crise suivante. Les Nations Unies coordonnent déjà les actions des partenaires humanitaires, de développement et de promotion de la paix qui fournissent une aide humanitaire d'urgence et s'emploient à renforcer la capacité de résistance des populations, conformément aux accords issus du Sommet mondial sur l'action humanitaire.

Propositions visant à transformer notre monde grâce à la transformation de l'agriculture

Pour que l'agriculture puisse survivre avec la quantité voulue d'eau et de terres, pour que la planète puisse survivre à la bonne température et en s'appuyant sur une exploitation appropriée des ressources et pour que l'humanité puisse survivre avec la bonne quantité de nourriture, nous devons mettre au point de nouvelles solutions qui aboutiront à une métamorphose de l'agriculture. Permettez-moi de vous soumettre trois éléments de réflexion qui pourront venir alimenter les débats sur la question.

Premièrement, et il s'agit sans doute là du point le plus important, si nous cherchons à transformer l'agriculture de façon isolée, nous courons à l'échec. Je pense pouvoir dire que ce principe vaut pour les autres domaines également. Il s'agit de définir les approches intégrées et de mettre en lumière les interdépendances entre les secteurs dont nous devons tenir compte à mesure que nous avançons en direction de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et de la mise en œuvre du Programme 2030. Il faut partir du principe selon lequel l'agriculture est partie intégrante de l'économie agricole et s'intègre dans les chaînes en amont et en aval, cette économie agricole s'inscrivant elle-même dans un système politique, social et économique plus vaste.

Je vais illustrer mon propos à l'aide d'un exemple. Comme je l'ai évoqué précédemment, les préférences alimentaires auront des répercussions considérables sur l'évolution de l'activité agricole. Ce que les individus choisiront ou non de manger modifiera l'impact de l'agriculture sur l'environnement mais aussi sur la santé des personnes et la santé publique. De fait, les maladies non transmissibles, dont un grand nombre sont à mettre en lien avec les habitudes alimentaires, sont déjà une cause importante de mort prématurée et d'invalidité, tant dans les pays développés que dans les pays en développement et ce phénomène devrait encore s'amplifier. Quels effets pourrait donc avoir une modification de nos habitudes alimentaires sur l'évolution de l'agriculture, de l'environnement et de notre santé? Une étude récente a montré qu'en modifiant nos habitudes alimentaires actuelles de façon à privilégier les végétaux, au détriment de la viande, conformément aux recommandations sanitaires en vigueur, la mortalité mondiale pourrait, d'ici à 2050, diminuer de 6 à 10 pour cent et les émissions de gaz à effet de serre de 29 à 70 pour cent par rapport à un scénario de référence. On estime que les bienfaits qui en découleraient pour la santé et l'environnement pourraient atteindre 30 mille milliards de dollars pendant la même période^{xxi}. Or, les mesures à prendre pour que ces retombées de la modification des habitudes alimentaires se concrétisent vont bien au-delà du champ de compétence des autorités directement chargées des questions agricoles, voire de la sphère d'influence plus générale de l'économie agricole. Pour que l'on puisse promouvoir des régimes alimentaires plus sains favorisant la consommation de végétaux, tout en réduisant la consommation excessive de produits d'origine animale, il faut mener des interventions dans des secteurs comme celui de la santé publique.

Deuxièmement, nous devons faire en sorte que les incitations provenant du marché et les réglementations cessent d'encourager l'augmentation portée au maximum de la production et qu'elles favorisent au contraire des systèmes de production agricole optimaux qui soutiennent une économie agricole qui prend des initiatives en matière d'investissement, de protection et de soutien propres à renforcer les fondations sur lesquelles reposent les moyens de subsistance non seulement des agriculteurs mais aussi, au bout du compte, de l'ensemble de la population. De toute évidence, les

agriculteurs et ceux qui ont une activité en lien avec l'économie agricole, en amont comme en aval, n'agissent pas dans un but de sabotage – d'eux-mêmes et, à terme, de la planète tout entière. Seulement, il se trouve que les systèmes réglementaires en vigueur et les incitations économiques actuelles ne tiennent pas compte du coût total, y compris de la part que devront supporter les générations futures, de ces pratiques agricoles non durables.

Il faudrait donc que l'activité agricole tienne compte, à l'avenir, des coûts réels et des avantages réels et que les systèmes commerciaux et les cadres réglementaires favorisent un ajustement des prix qui contribuera à rendre l'agriculture durable, aussi bien pour les exploitants que pour nous tous. Si toutes les ressources naturelles ont leur importance, la terre sera déterminante pour l'agriculture de demain mais aussi pour la manière dont nous aborderons les problèmes, qu'il s'agisse du changement climatique, de l'urbanisation, etc. C'est le Président Roosevelt lui-même qui a dit, face au «Désert de poussière» apparu aux États-Unis dans les années 30 – phénomène lui-même attribuable à des pratiques agricoles destructrices et non viables – qu'il était essentiel de «conserver la terre comme le bien le plus précieux. Un pays qui détruit ses terres se détruit lui-même»^{xxii}.

Si l'on veut se faire une idée de la marge de manœuvre dont nous disposons pour améliorer l'économie agricole, il suffit de rappeler qu'un tiers de la nourriture produite dans le monde est perdue ou gaspillée^{xxiii}. Les pertes de produits alimentaires mettent en lumière les défaillances des pratiques agricoles ou des pratiques en aval (par exemple, en matière de stockage ou de commercialisation) qui font que les aliments ne parviennent pas jusqu'aux consommateurs, tandis que les aliments gaspillés atteignent les consommateurs mais sont ensuite jetés. Cette situation est d'autant plus perturbante que les arguments économiques et commerciaux sont sans équivoque: une étude récente a montré que chaque dollar investi par les entreprises dans la lutte contre les pertes et gaspillages de produits alimentaires rapportait 14 dollars^{xxiv}. Les initiatives prises par les pouvoirs publics sont elles aussi à la fois efficaces et rentables. Une initiative menée au Royaume-Uni a permis de réduire le gaspillage alimentaire dans les foyers de plus de 20 pour cent entre 2007 et 2012, avec un rendement de 250 pour 1. Ces rapports élevés ne sont pas surprenants compte tenu de l'inefficacité d'un système dans lequel un apport sur trois – qu'il s'agisse d'intrants, de ressources, de l'ingéniosité humaine ou du travail – est perdu. Un tel constat serait inacceptable dans la plupart des cas mais il est toléré par l'économie agricole d'aujourd'hui.

Troisièmement, nous devons nous appuyer sur l'agriculture pour améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, à l'intérieur et à l'extérieur des exploitations. Sur les 570 millions d'exploitations agricoles à travers le monde, 90 pour cent d'entre elles – qui produisent 80 pour cent de la nourriture mondiale – sont gérées par une personne ou par une famille. En outre, 84 pour cent des exploitations familiales sont de petite taille (moins de 2 ha) et de nombreux petits exploitants familiaux sont à la fois pauvres et exposés à l'insécurité alimentaire^{xxv}. Ces exploitants sont vulnérables face aux chocs et sont souvent réticents à se tourner vers de nouvelles cultures ou à adopter de nouvelles méthodes en l'absence d'outils de gestion des risques, alors que l'exploitation intensive des ressources compromet la viabilité de leur exploitation. Cela n'est toutefois pas le cas partout, et nous savons que les agriculteurs peuvent prendre des initiatives s'ils sont davantage en lien avec les marchés (que ce soit pour les intrants ou pour les produits), ont les moyens de gérer les risques (notamment en diversifiant leurs sources de revenus, en souscrivant des assurances et en bénéficiant d'une protection sociale) ou ont accès, y compris en prenant part à leur mise au point, aux nouvelles technologies et aux innovations agricoles, notamment celles qui favorisent une exploitation plus durable des ressources.

Si les agriculteurs ont un meilleur accès aux marchés, à l'information et aux connaissances, la vie dans les exploitations séduira peut-être davantage les jeunes, y compris ceux qui ont des qualifications. La vie à l'exploitation n'a pas à être associée à des conditions d'existence médiocres si, grâce à la mise en pratique des résultats de la recherche agronomique, au déploiement de technologies de l'information et des communications (TIC) novatrices et à l'élaboration de produits financiers (allant des prêts aux assurances), on peut améliorer les rendements dans une perspective durable et accroître les revenus des agriculteurs, notamment en créant de la valeur ajoutée pour des produits

primaires (par exemple, la production de confiture à partir de fruits)^{xxvi}. La hausse du pouvoir d'achat des agriculteurs aura aussi pour effet de stimuler les activités économiques non agricoles dans les zones rurales, étant donné que la baisse des prix des produits alimentaires et la hausse des revenus combinées entraînent une augmentation de la demande de produits et services non agricoles susceptibles d'être produits dans les zones rurales.

Conclusion

Le sous-titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est: «transformer notre monde». J'avancerai que grâce aux trois aspects que je viens de détailler, la transformation de l'agriculture peut représenter un formidable levier pour la réalisation des ODD. Le principal message que je veux vous transmettre aujourd'hui est que si nous voulons transformer notre monde, ainsi que le préconise le Programme 2030, nous devons transformer l'agriculture. Pour ce faire, nous ne devons pas considérer qu'il s'agit là d'un problème technique que seul le secteur agricole devra résoudre mais qu'il s'agit plutôt d'une entreprise complexe qui nécessite des approches intégrées tenant compte des aspects sociaux, environnementaux et économiques. C'est, à bien des égards, un programme de réformes politiques en profondeur. Et un programme qui doit reconnaître les agriculteurs comme des agents du changement évoluant au sein d'une économie agricole plus vaste et qui, en présence d'incitations et de moyens adaptés, peuvent avoir un effet de levier sur l'agriculture qui contribuera à améliorer les conditions de vie et la durabilité.

La transformation de l'agriculture doit se produire au même rythme, voire plus rapidement, que les changements dont nous avons été témoins au cours du XX^e siècle. Ces changements doivent être facilités par une économie agricole qui ferait de cette entreprise un projet allant bien au-delà de la production vivrière et qui orienterait l'activité agricole vers la gestion des biens environnementaux qui fournissent les services écosystémiques dont tirent parti le secteur agricole et les autres secteurs. Il faut transformer l'agriculture de telle façon qu'elle profite à ceux qui ont été «laissés de côté», dans un contexte de production alimentaire excédentaire qui coexiste de façon paradoxale et immorale avec une situation de faim à grande échelle. Enfin, l'agriculture doit être transformée de façon à intégrer la gestion des risques, y compris des risques de conflit, plutôt que d'avoir un effet multiplicateur sur les menaces en cascade.

Pour terminer, il me paraît judicieux de citer Amartya Sen, que j'ai évoqué précédemment et qui a dit, dans la conclusion de son discours devant la conférence McDougall: «S'occuper d'une chose à la fois est rarement un bon conseil en matière de politique sociale et économique». M. Sen a précisé qu'une telle approche pouvait être particulièrement préjudiciable lorsque l'on s'attaquait à des problèmes de grande ampleur comme la prévalence de la faim dans le monde moderne. C'est pourquoi il a préconisé que nous menions tous de nombreuses actions diverses – ensemble. Tel est le message que je souhaite vous transmettre aujourd'hui, afin que la transformation de l'agriculture puisse transformer notre monde.

ⁱ <http://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS>.

ⁱⁱ <http://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS>.

ⁱⁱⁱ Toutes les données indiquées dans ce paragraphe sont tirées de:

http://www.wri.org/sites/default/files/Shifting_Diets_for_a_Sustainable_Food_Future_1.pdf.

^{iv} <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2017-06-27-chokepoints-vulnerabilities-global-food-trade-bailey-wellesley.pdf>.

^v Foley, J. A., R. De Fries, G. P. Asner, C. Barford, G. Bonan, S. R. Carpenter, F. S. Chapin, M. T. Coe, G. C. Daily, H. K. Gibbs, J. H. Helkowski, T. Holloway, E. A. Howard, C. J. Kucharik, C. Monfreda, J. A. Patz, I. C. Prentice, N. Ramankutty et P. K. Snyder. 2005. "Global Consequences of Land Use." *Science*. 309: 570–574.

^{vi} On entend par «stress hydrique» une situation dans laquelle une population connaît des pénuries d'eau pendant au moins un mois chaque année.

^{vii} <http://www.un.org/fr/waterforlifedecade/>.

^{viii} <https://www.cbd.int/agro/whatstheproblem.shtml>.

-
- ix www.mdpi.com/2071-1050/7/1/866/pdf.
- x <https://www.theguardian.com/environment/2015/dec/02/arable-land-soil-food-security-shortage>.
- xi <http://www.nejm.org/doi/10.1056/NEJMp1311479>.
- xii <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4380918/#b26>.
- xiii <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>.
- xiv <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S030691921600021X>.
- xv <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S030691921600021X>.
- xvi Toutes les données figurant dans ce paragraphe proviennent du document <http://www.fao.org/3/a-br323e.pdf>.
- xvii Marshall Burke, Solomon M. Hsiang et Edward Miguel, 2015. “Climate and Conflict.” *Annual Review of Economics*. 7(1): 577-617.
- xviii Carl-Friedrich Schleussner, Jonathan F. Donges, Reik V. Donnera et Hans Joachim Schellnhuber. 2016. “Armed-conflict risks enhanced by climate-related disasters in ethnically fractionalized countries.” *Proceedings of the National Academies of Sciences*. 113 (33): 9216–9221.
- xix Nina von Uexkulla, Mihai Croicua, Hanne Fjelde et Halvard Buhaug. 2016. “Civil conflict sensitivity to growing-season drought.” *Proceedings of the National Academies of Sciences*. 113 (44): 12391–12396.
- xx Colin P. Kelleya, Shahrzad Mohtadib, Mark A. Canec, Richard Seagerc et Yochanan Kushnirc. 2015. “Climate change in the Fertile Crescent and implications of the recent Syrian drought.” *Proceedings of the National Academies of Sciences*. 112(11): 3241–3246.
- xxi <http://www.pnas.org/content/113/15/4146.full>.
- xxii <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=15373>.
- xxiii http://www.wri.org/sites/default/files/reducing_food_loss_and_waste.pdf.
- xxiv <http://www.wri.org/blog/2017/03/numbers-business-case-reducing-food-loss-and-waste>.
- xxv <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>.
- xxvi <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/africa-human-development-report-2012.html>.